

TUNISIE ET MAROC : 50 ANNÉES DE TRAJECTOIRES CONTRASTÉES

Favorisées et marquées par le déclenchement de la guerre d'Algérie, les indépendances du Maroc et de la Tunisie, en 1956, s'inscrivent dans l'histoire de la lente désagrégation de l'Empire français débordé par la montée des aspirations anticolonialistes. Une longue histoire, celle des protectorats, s'achève. Une autre, celle des « interdépendances », commence.

L'irruption coloniale au Maghreb a façonné les traits de ces sociétés. Les économies y ont été mises au service de la métropole, c'est-à-dire pillées et asservies. Qu'il suffise de savoir qu'à l'indépendance, en Tunisie 85 % de la population est analphabète et que ce taux atteint 87 % au Maroc pour comprendre que la colonisation a échoué dans sa « mission civilisatrice ». Ces pays héritent d'une situation dramatique caractérisée par tous les traits du sous-développement.

50 années après, est-il possible de tenter un examen des trajectoires de développement empruntées ?

Comment ces pays sont-ils passés en quelques décennies de la colonisation à la mondialisation, d'un vis-à-vis exclusif avec la métropole à l'insertion dans un ensemble de relations euroméditerranéennes doublé de traités de libre-échange avec les États-Unis ? Bref, comment ces sociétés se sont-elles construites ? Quels traits communs présentent-elles au-delà de leur singularité, républicaine pour l'une, monarchique pour l'autre ? Comment ont-elles été travaillées par l'évolution du monde, à commencer par le monde musulman et ses soubresauts islamistes ? Comment la vie politique s'y organise-t-elle ? Qu'en est-il du statut des femmes, du code de la famille, du fonctionnement de la société civile et des espaces de démocratie ? Les modalités de l'asservissement, de la répression et de l'exercice des libertés publiques s'y présentent-elles sous les mêmes formes ? Qu'en est-il du poids de l'économie informelle, de la corruption ou de la drogue ? Comment les secteurs

publics ont-ils été happés par la montée d'un libéralisme économique mondialisé et frappés par l'ouragan des privatisations ?

Ces questions traversent la totalité de ce dossier. Il a été tenté d'y répondre – certainement incomplètement – en mobilisant pour l'essentiel des chercheurs ou des acteurs impliqués dans l'évolution de ces pays.